

# Retour à la dure réalité des comptes d'apothicaire de l'UE

**Les cercles européens ne se sont pas encore remis du discours historique et ambitieux d'Emmanuel Macron, à des kilomètres de la réalité des petites joutes budgétaires qui s'annoncent.**

**FRÉDÉRIC ROHART**

Après le grand discours européen d'Emmanuel Macron, retour à une dure réalité de l'Europe: celle, sonnante et trébuchante, du budget communautaire. En attendant de voir si l'Union s'appropriera l'élan lancé par le chef d'Etat français lors de son discours de la Sorbonne, les eurodéputés votaient hier la répartition des enveloppes pour l'année 2018. Et comme souvent, leur positionnement prend la forme d'une contre-offensive face aux États membres. Après la proposition de

budget livrée par la Commission européenne, les capitales (réunies au sein du Conseil) ont revu le budget à la baisse. Le «jeu», pour le Parlement, consiste donc à remonter les leviers baissés par les États. «On va essayer de faire sauter les restrictions des États membres», explique le député libéral Gérard Deprez (MR). On a restauré les lignes budgétaires, qui ont été pour la plupart diminuées par le Conseil, pour rétablir les propositions de la Commission. Mais on est aussi allé au-delà: nous augmentons les crédits pour l'initiative pour l'emploi des jeunes, nous soutenons énergiquement Erasmus +...»

## «Négociations difficiles»

Les eurodéputés en charge du Budget ont en effet dopé la proposition

initiale de la Commission européenne de 2,3 milliards d'euros, pour porter le budget total à 161,8 milliards d'euros d'engagements.

Le 4 septembre, les États membres s'étaient mis d'accord sur le chiffre de 158,9 milliards – une augmentation de 0,6% par rapport à l'année précédente, dans un contexte de resserrement du budget européen, inférieur à 1% du PIB de l'Union. Alors que les États membres voulaient par exemple couper dans le budget du programme de recherche «Horizon 2020», les eurodéputés proposent d'augmenter l'enveloppe prévue par la Commission de 65 millions d'euros.

Le projet de budget sera formellement voté en plénière le 25 octobre, ce qui donnera le départ de l'exercice de synthèse – une âpre négociation qui doit être conclue pour décembre. «Je pense que les négociations avec le Conseil seront difficiles».

prévoit l'unique Belge au sein de la Commission budget du Parlement. Cela tient au cadre pluriannuel serré dans lequel s'inscrit l'exercice 2018, en même temps qu'à la nouvelle donne créée par le Brexit.

## Repenser le financement

Il faudra attendre 2020 au mieux pour espérer voir un budget commun plus ambitieux. Le commissaire responsable, l'Allemand Günther Oettinger, doit avancer une proposition de cadre pluriannuel avant l'été prochain, en espérant qu'on y voie alors plus clair sur la manière dont Londres entend retirer ses billes. Et sur cette discussion

de l'avenir du financement européen, estime Deprez, «s'il n'y a pas un saut qualitatif sur base des propositions de Macron, l'Union européenne ne va pas cesser de s'enliser».

Dans son discours de la Sorbonne mardi, le Président français a notamment estimé que la zone euro avait besoin d'un budget propre, géré par un ministre des Finances. Pour Emmanuel Macron, un impôt européen devra être affecté à ce budget. Le débat n'est pas neuf, mais d'aucuns voient le momentum arriver. En janvier dernier, l'ex-Premier ministre italien Mario Monti avait présenté un rapport de référence sur l'avenir des ressources de l'Union, dans lequel il évoquait déjà la possibilité pour l'Union de définir de nouvelles ressources en levant des taxes sur les transactions financières, le CO<sub>2</sub> ou les bénéfices des entreprises. Sans forcément gonfler le budget global de l'Union, cela permettrait à tout le moins de réduire sa dépendance à la contingence des humeurs des capitales.

# 161,8 milliards €

**Les députés européens veulent doter l'Union d'un budget de 161,8 milliards d'euros l'an prochain**